# L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 4 MARS 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
C. F. WEISSE. N. DUSQUE.
E. DUVERGER. S. MARBY.
Nº 17, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 4 MARS.


Pour le Bulletin Commercial et le Tableau des Arrivées, ainsi que les annonces d'Assurances, voir la 3ème page.

## CORSAIRES.

Nous avons annoncé il y a quelque temps que l'empereur de Russie avait commandé à l'un des plus célèbres architectes de mariage la construction de plusieurs grosses navires et que le tout devait servoyer dans ce but à New York quelques officiers de la marine impériale. Ces officiers sont arrivés à New York et à Charleston de l'Etat. L'un a manifesté désir à leurs personnes dans notre pays une différente signification. D'où nos conférons français de New-York tiennent-ils leurs renseignements ? Nous l'ignorons, mais ils parlent avec une grande assurance et on semblerait avoir aucun doute sur la véritable caractère de la mission des officiers russes. Ces derniers, s'il faut en croire le journal de New-York, seraient venus aux Etats-Unis pour distribuer des lettres de marque à ceux de nos armateurs qui seraient disposés à faire la guerre contre les ennemis de la Russie.

Si tel est le but de voyage que les officiers mécontents ont fait aux Etats-Unis, nous sommes sûr de n'en rencontrer aucun dans notre port. L'Union est en paix avec la France, l'Angleterre et la Turquie, et ce serait nous attirer que de chercher à nuire à leur commerce. Les marins américains qui chercheraient le pavillon russe pour courir ses sur navires anglais, français et turcs, se couvriraient d'ignominie et se rendraient passibles de châtiment le plus sévère que leur imprimerait cet acte.

Le droit des gens reconnaît sans doute cette guerre de flibustiers, mais l'homme civilisé, l'homme qui se respecte, fait-il tout ce qu'autorise le droit des gens ? Le boucanier, aux yeux de la loi, est un fonctionnaire, mais qui voudrait être boucanier ? Bien que le code international permette d'écumer les mers, ce n'en est pas moins une hideuse bagogne. C'est un piétage légal, voilà tout, c'est le vol joint à l'assassinat, car celui qui tue dans l'espoir but de s'approprier le bien d'autrui est un meurtrier. Le soldat seul, appelé à défendre l'honneur et l'intégrité de son pays, n'assassine pas ce tuant.

Le but de la guerre est de faire à un autre peuple le plus de mal possible, dans la mesure commandée par l'humanité, pour le forcer de se soumettre à certaines exigences ou à faire droit à certaines réclamations. Il y a évidemment des hommes à l'exercice de cet effrayant privilège, car s'il ne s'agissait que de piller et de tuer, toutes les villes prises par l'ennemi seraient saccagées, et tous les habitans, hommes, femmes, enfans et vieillards passés au fil de l'épée.

Ces guerres d'extermination sont réprouvées par la civilisation, et l'expérience a malheureusement prouvé que plus sont grandes les horreurs pratiquées en temps de guerre, moins on montre de part et d'autre de dispositions à conclure la paix. Dans le mal que deux peuples en guerre sont autorisés à se faire il ne faut pas compter des atrocités qui déshonorent une nation, de quelques noms qu'on veuille les appeler. Les lois sont toutes doivent autant que possible être bonnes aux masses armées, qu'elles se ruent les unes sur les autres, qu'elles se foudroient et qu'elles s'égorgent, rien de mieux. Mais pourquoi massacrer des hommes paisibles, des femmes, des enfans ! Les armées sont les remparts vivans d'un pays, lorsque elles sont rassemblées, ne peuvent être vaincues. Toute manœuvre étrangère à ce but suprême est une violation des lois divines et humaines.

Maintenant, nous le demandons, la course est elle de nature à abréger une guerre ? Nullement. Un prince un certain nombre de marchands, en réduit à la misère d'honorables familles, amènera t'on par là la paix ? Si deux ou trois cents bâtimens marchands qui empêche un gouvernement de continuer les hostilités. Le pillage maritime cessant donc d'être une utilité devient un crime, et nous n'osons à croire que ce droit odieux sera bientôt supprimé du code international. L'instinct de l'honnête homme se révolte contre ce brigandage autorisé par des dépêches bien connues. Il y a là un effet de commun entre le soldat qui s'expose au feu pour défendre son pays et l'écumeur de mer qui ne court à sa rencontre des dépouilles d'autrui. Nous sommes en paix avec la France, avec l'Angleterre et avec la Turquie, et nous irions sans autre motif que celui d'une horrible cupidité, attaquer les déplorables de leurs navires marchands ! Voilà cependant ce que signifie ce ne droit des gens. Le droit des gens ! Il serait temps de réviser ce code absurde et de le mettre en harmonie avec les nouvelles idées du siècle et les progrès de la civilisation.

Nous croyons que le *Courrier des Etats-Unis* se trompe dans l'explication qu'il donne de la présence des officiers russes à New York. Il nous semble impossible que le czar ait songé à faire de nos armateurs et de nos braves marins des sauniéres dans la croisade qu'il veut entreprendre contre le progrès, la liberté et la civilisation. Puisqu'il faut construire des navires de guerre aux Etats-Unis, nous comprenons parfaitement qu'il y ait envoyé quelques officiers qui surveiller la construction. Cette interprétation de la présence des officiers moscovites parmi nous est la plus naturelle, c'est la seule que les personnes sérieuses, et nous attendrons, pour nous prononcer définitivement, que d'autres renseignemens nous soient parvenus.

## DEPECHE TELEGRAPHIQUE

Transmise à Mobile.

### LEGISLATURE D'ETAT.

Baton-Rouge, 3 mars.—Sénat.—On cette séance on a entendu quelques pétitions pour améliorer les conditions de l'Institution Sourde-Muette.

La chambre a définitivement abandonné l'idée du Chemin de fer Pacifique en adoptant par 54 voix contre 5 la résolution de M. Kenner.

L'autre question importante a été celle de la division de la Nlle-Orléans en trois districts. Cette question a été décidé par 54 voix contre 5 la résolution de M. Kenner.

Chambre.—M. Mathewson a présenté un bill pour incorporer la Compagnie d'Assurance Pennsylvanienne No 13. M. Oser, un bill pour incorporer la Compagnie de Navigation de la Louisiane.

M. Jumel, d'un intérêt spécial, a fait rapport favorable sur le bill relatif au chemin de fer de la Nlle-Orléans et du Lac Pontchartrain.

Un autre pour l'amélioration de Bayou-Lafourche, en réclamant les terres submergées, a été adopté.

Le sous-comité chargé de s'enquérir si l'Etat est en avoir qu'elle soient organisés et en disposition à faire un contrat avec les Chambres a rapporté.

Les Chambres se réuniront demain samedi.

OPERA ITALIEN.—Nous croyons devoir rappeler aux abonnés de la Nouvelle-Orléans que la première représentation de l'opéra italien, avec Mme Sontag dans les principaux rôles de répétition, et finira à neuf au théâtre St-Charles.

THEATRE ST CHARLES.—Le bénéfice de Gabriel Ravel a lieu aujourd'hui. L'intéressant pensionnaire de cet excellent artiste et des plus agréables talens lui vaudront une salle comble, si nous en portons nos présages. Le programme pour aujourd'hui nous annonce l'attraction de son bénéfice, est composé avec l'art qui distingue le bénéficiaire dans ses créations. La représentation commencera par l'une des plus attrayantes que les Ravel aient encore données dans notre ville.

LE DR CRANE.—On verra par un avis publié plus loin que le Dr CRANE vient de prendre ses bureaux au No 107, rue de la Douane. La réputation de cet honorable médecin a déjà attiré chez lui ces foule de malades et, s'il faut en croire à la Nlle-Orléans il a déjà une clientèle presque formée. Ce n'est pas étonnant, car on connaît sa rare habileté et son dévouement à l'humanité souffrante.

Ce n'est pas étonnant, car on connaît sa rare habileté et son dévouement à l'humanité souffrante.

## CONSEIL DES ALDERMEN.

Ce Conseil s'est réuni hier soir.—M. Degenbuhl occupe le fauteuil.—Lecture d'un message du maire, appuyant son vote à une résolution adoptée par les commissaires de la Nlle-Orléans et Carrollton charretiers et hommes de peines soient transférés de la surveillance du commissaire aux rues à celle du voyer.—A demissionner plus tard.

Une pétition de la Compagnie du chemin de fer de la Nlle Orléans et des Opelousas demandant la permission d'établir un barrière vis-à-vis la rue du Canal et un dépot de char, ainsi qu'un barque pour la vente des billets, est référée au comité des rues et levées.

Une résolution permettant qu'à l'avenir ni bureaux des employés de la ville, à l'exception de ceux de maire, contrôleur, voyer, secrétaire, trésorier et secrétaire du conseil, n'aient pas le droit de recevoir les journaux de la ville aux frais de la corporation, donne lieu à une longue discussion. Plusieurs membres prétendent que la lecture des journaux est indispensable aux aldermen pour connaître l'opinion populaire sur certaines mesures. M. Degenbuhl, absolument contre la résolution, dit que, dans le but d'encourager le commerce, il a été décidé à ne pas imposer de taxe sur les journaux. Il approuve la résolution de ne pas payer les journaux aux aldermen pour connaître l'opinion populaire sur certaines mesures. M. Degenbuhl, absolument contre la résolution, dit que, dans le but d'encourager le commerce, il a été décidé à ne pas imposer de taxe sur les journaux.

Une résolution permettant qu'à l'avenir ni bureaux des employés de la ville, à l'exception de ceux de maire, contrôleur, voyer, secrétaire, trésorier et secrétaire du conseil, n'aient pas le droit de recevoir les journaux de la ville aux frais de la corporation, donne lieu à une longue discussion. Plusieurs membres prétendent que la lecture des journaux est indispensable aux aldermen pour connaître l'opinion populaire sur certaines mesures. M. Degenbuhl, absolument contre la résolution, dit que, dans le but d'encourager le commerce, il a été décidé à ne pas imposer de taxe sur les journaux.

M. Degenbuhl, absolument contre la résolution, dit que, dans le but d'encourager le commerce, il a été décidé à ne pas imposer de taxe sur les journaux.

Une résolution permettant qu'à l'avenir ni bureaux des employés de la ville, à l'exception de ceux de maire, contrôleur, voyer, secrétaire, trésorier et secrétaire du conseil, n'aient pas le droit de recevoir les journaux de la ville aux frais de la corporation, donne lieu à une longue discussion. Plusieurs membres prétendent que la lecture des journaux est indispensable aux aldermen pour connaître l'opinion populaire sur certaines mesures.